



# ALERTE à BERCY !

## Mobilisation de rigueur



Les 8 et 9 juillet 2015, **Solidaires Finances**, première fédération à Bercy, s'est réunie en commission exécutive fédérale. La situation des ministères économiques et financiers et de l'ensemble de leurs directions y a été examinée.

Le constat est affligeant et extrêmement inquiétant pour l'avenir. Les politiques de rigueur budgétaire s'accompagnent d'une accélération de la régression sociale et d'un recul sans précédent de l'action publique. Les victimes en sont les populations et les agents à qui ces politiques retirent les moyens d'exercer leurs missions. Pire, **ces politiques minent le service public, patrimoine de ceux qui n'en ont pas, quand elles ne bradent pas ses missions aux intérêts privés.**

**Solidaires Finances s'interroge fortement sur la place qu'occupent les ministères économiques et financiers au sein de l'action publique et sur le poids politique de leurs ministres.**

Manifestement, ils ne sont plus « au cœur de la République » : leurs missions ne sont plus jugées prioritaires et leurs agents sont sacrifiés et bafoués. Le pouvoir est de plus en plus concentré : Président de la République, Premier Ministre et préfets arrêtent le grand « chamboule-tout » de l'administration territoriale.

La parole même de nos ministres, ainsi que la portée de leurs engagements, sont sujets à caution, comme l'ont démontré un certain nombre de faits récents : le destin dilué de la DGCCRF, l'impact de la réforme territoriale sur l'organisation même de l'INSEE, la mise en place de la retenue à la source pour la DGFI, l'expérimentation de la mutualisation des fonctions support en centrale où sont aussi attendues les décisions gouvernementales relatives à la revue des missions, le dossier des agents lésés lors du passage du B en A, la mise en place imposée du RIFSEEP dès le 1er janvier 2016 pour les corps administratifs de centrale...

Dès lors, les propos de nos ministres, se voulant rassurants sur la revue des missions et surtout quant aux impacts dans nos périmètres de la réforme territoriale, nous paraissent d'une valeur toute relative d'autant, notamment que les fonctions supports vont, à minima, être regroupées.

La mise en péril de Bercy, dont l'aspect « forteresse » n'est plus qu'une tournure journalistique, continue de plus belle. **Les annonces budgétaires de l'automne pour 2016, on le sait déjà (550 millions d'euros d'économies budgétaires annoncées au lieu de 365 millions), et 2 548 suppressions d'emplois supplémentaires, vont aggraver la situation.**

Aucune des directions - DGFI, DGDDI, INSEE, DGCCRF, Industrie et Développement Durable, Administration Centrale (SG, DGE, DGT, DB, DAJ...) ... - n'est à l'abri d'une évolution très négative, voire funeste à terme pour certaines d'entre elles (c'est un véritable « carnage » qui se profile déjà à travers les plans plus ou moins cachés de la DGDDI). **A terme, c'est un autre État qui naîtrait, tant dans ses missions que dans son organisation territoriale.**

**Il nous appartient collectivement de tout mettre en œuvre pour inverser ces évolutions fatales** pour le service public. L'heure n'est pas aux faux semblants, alors que les fondements essentiels de la vie en société - au travers de ces services et ces missions de services public - sont attaqués.



Les temps changent : lors des dernières réunions institutionnelles, les fédérations syndicales des Finances et déjà les syndicats dans certaines directions ont refusé de banaliser la dégradation de la situation et boycotté ce simulacre de dialogue social.

La Commission Exécutive Fédérale de **Solidaires Finances** appelle à donner un élan bien plus fort à ce mouvement : nous n'avons plus grand chose à perdre et, par contre, beaucoup à gagner par une mobilisation croissante impulsée à tous les niveaux afin de contribuer au renforcement et à la convergence de l'action dans nos différents secteurs.

Déjà, chacun, chacune doit prendre conscience des attaques sur le devenir et le rôle de l'État. Chacun, chacune doit se faire son opinion. Chacun, chacune doit prendre toute sa place dans les mobilisations qui démarreront à l'automne.

Face à la gravité de la situation, **Solidaires Finances** continuera d'agir pour impulser un mouvement le plus unitaire possible. **Solidaires Finances et ses syndicats** initieront toutes actions - et sous toutes les formes possibles - avec toutes celles et tous ceux qui, ensemble, veulent bâtir un autre avenir que celui qui nous est promis.

**Ne nous y trompons pas, l'enjeu n'est pas corporatiste. C'est bel et bien un enjeu de société fondamental qui nous concerne toutes et tous, non seulement en tant qu'agent-e-s des ministères mais aussi en tant que, citoyen-ne-s, et usager-e-s de fait de nos différents services publics.**

